bridge. Les sociétés ont alors déclaré: nous ne pouvons pas vous payer plus que les indicateurs ne le permettent. Nous respectons la loi, nous ne pouvons enfreindre celle-ci.

Ces propos étaient dignes de Samuel Johnson, selon qui le patriotisme est le dernier refuge des scélérats. A une époque de notre histoire où notre pays a besoin d'importants investissements, ces mêmes sociétés multinationales, ayant fait leur fortune ici, s'en vont au-delà de nos frontières pour investir dans ces modèles de société libre que sont le Chili, l'Indonésie et le Guatemala. Elles le font avec l'aide et l'encouragement d'un gouvernement qui a omis de prendre des mesures qui répondent aux besoins de la population. Nous traversons en ce moment une période où le gouvernement devrait encourager la création d'emplois pour les gens qui tiennent à travailler. Or, il encourage plutôt les entreprises multinationales à agir à leur guise et à créer des emplois à l'étranger.

La situation est si révoltante qu'elle a poussé cet organisme radical de gauche qui est le Conseil canadien des évêques catholiques à publier le communiqué suivant au moment des licenciements, sous la signature de Mgr Proulx et Mgr Alexander Carter du diocèse du Sault-Sainte-Marie. Je tiens à en faire la lecture car il constitue un acte d'accusation à l'endroit du gouvernement actuel:

> Les licenciements massifs de travailleurs violent l'un des droits les plus fondamentaux de l'homme, à savoir celui de travailler et de pourvoir aux besoins essentiels de sa famille. De plus, c'est du jour au lendemain et sans consultation préalable que les compagnies ont annoncé leur décision de réduire la production et de supprimer des emplois. Les travailleurs sont devenus les victimes des forces du marché et les compagnies ont exagéré la concentration des profits . . . le bassin de Sudbury a surtout été mis en valeur pour servir les intérêts de compagnies minières multinationales et des marchés mondiaux du nickel. C'est ce qui explique la fragilité et la vulnérabilité de la vie socio-économique des habitants de cette ville minière.

Plus loin, nous trouvons l'énoncé suivant:

> De puissantes sociétés étrangères exercent de plus en plus de pouvoir au sein de la société canadienne, sans que l'État puisse intervenir.

A remarquer que ces propos ne sont pas le fait d'une organisation radicale, de la gauche. C'est le Conseil canadien des évêques catholiques qui fait état d'une situation qui inquiète vivement tous les Canadiens.

Où donc trouver des capitaux de placement? A l'heure actuelle, le gouvernement se démène pour attirer encore plus de capitaux étrangers et se prépare à brader encore davantage l'économie canadienne. Il invite les multinationales étrangères à venir ravaler les Canadiens au rang de coupeurs de bois et de porteurs d'eau. Il ne fait que préparer des tas d'ennuis aux générations futures.

Les sociétés que nous avons connues à Sudbury se sont toujours préoccupées d'abord de leurs propres intérêts. J'ai eu, l'autre jour au téléphone, une intéressante conversation avec un certain Alfred Powis, président de la société Noranda Mines. A cette occasion, M. Powis m'a dit: Si Inco n'était pas allée s'installer en Indonésie, sûrement qu'une autre société minière l'aurait fait. Ne vaut-il pas mieux que ce soit une société canadienne qui ait pris cette initiative? J'ai entendu le ministre de l'Industrie et du Commerce et le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Gillespie), qui défend toujours les compagnies minières, avancer le même argument. J'ai dit à M. Powis: «Vous avez absolument raison. Je suis tout à fait d'accord avec vous. Je pense que vous avez raison et je félicite Inco et Falconbridge d'avoir fait ce genre de raisonnement. La société fixe des objectifs. Les administrateurs de la société tiennent leur mandat des actionnaires et ce mandat consiste à augmenter le plus possible les bénéfices et, partant, la valeur des actions afin de rendre celles-ci plus attrayantes. Je ne m'oppose pas du tout à ce qu'une société atteigne ses objectifs et remplisse son mandat.»

Puis, j'ai dit: «Maintenant, M. Powis, dites-moi qui fixe les objectifs au Canada? Quels sont-ils? Voulez-vous me dire que les objectifs d'Inco sont les mêmes que ceux du Canada et que ce qui vaut pour Inco vaut aussi pour le Canada?» Je vois le ministre de l'Industrie et du Commerce faire signe que non. Voilà ce qui se produit quand on prend un conservateur pour en faire un ministre libéral. Il met tout à l'envers. Ce n'est pas nécessaire d'élire un gouvernement conservateur pour voir ce qu'il ferait.

Nous avons un ministre de l'Industrie et du Commerce, mais qui fixe les objectifs du Canada? Les objectifs des sociétés multinationales ne sont certainement pas les nôtres. Malheureusement, le fait est que les membres du cabinet n'ont pas d'objectifs. Ils n'ont pas d'objectifs parce qu'ils n'ont pas de programme. Ils n'ont pas de programme économique national ni de stratégie pour chaque secteur.

L'autre jour, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources a organisé une grande réunion. C'est ce qui se passe avant les élections: le gouvernement découvre qu'il doit communiquer. Le ministre a convoqué tous les ministres provinciaux des mines pour essayer de mettre au point une stratégie nationale des mines. Que s'est-il passé? Le moulin à paroles de Chatham, Darcy McKeough, s'est hâté de retourner en Ontario et, la semaine dernière, il a accordé des concessions importantes à Inco et à Falconbridge en leur permettant de continuer à traiter du minerai canadien dans leurs raffineries européennes et, de ce fait, il les a même encouragées à le faire en leur permettant de défalquer leurs frais d'exploitation en Europe de leurs impôts ontariens. A mon avis, c'est un comportement méprisable de la part de quelqu'un qui a été élu pour servir les contribuables de l'Ontario.

J'ai demandé au ministre comment cette initiative pouvait s'accorder avec la stratégie nationale des mines. Je lui ai posé une question à ce sujet pendant la période des questions. Il a joué à ce vieux jeu qui consiste à ne pas répondre aux questions qui lui sont posées. Il s'est contenté de dire que ces ressources relevaient exclusivement des provinces et qu'elles seules pouvaient décider de leurs politiques fiscales.

Ce que j'attends du gouvernement, c'est une politique économique nationale et des stratégies sectorielles qui existent ailleurs que dans des discours pompeux, qui soient soutenues par des lois qui canaliseraient les investissements vers les secteurs qui en ont besoin. Nous répétons encore une fois que cette stratégie doit faire en sorte que les excédents produits par l'exploitation des richesses naturelles doivent être réinvestis sur place, dans la localité même. Chose étonnante et vraiment incroyable—mais peut-être pas pour tous les députés—il n'existe pas, par exemple, de programme de recherche et de développement dans l'industrie du nickel du bassin de Sudbury. Des travaux de recherche et de développement sur le nickel, il s'en effectue bien peu dans le reste du Canada. En exportant nos ressources minérales, nous exportons aussi notre potentiel humain. En effet, nous instruisons suffisamment nos jeunes pour qu'ils puissent occuper des emplois intéressants,